



La parole aux habitants

Monsieur le Maire,

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs les représentants de Bouygues Telecom,

Mesdames et Messieurs les représentants des 3F,

Je prends la parole ce soir au nom des habitants de la résidence. Merci de nous donner la parole.

Si nous sommes ici ce soir, ce n'est pas parce que nous sommes contre le progrès.

Ce n'est pas parce que nous refusons la technologie. Ce n'est pas parce que nous sommes opposés aux télécommunications.

Nous sommes ici parce que nous vivons ici.

Nous y avons construit nos vies.

Nous y élevons nos enfants.

Nos parents y vieillissent.

Et lorsqu'un projet d'une telle importance est envisagé à quelques mètres de nos logements, il est normal que les habitants souhaitent comprendre, être informés et pouvoir participer aux décisions qui concernent directement leur cadre de vie.

Mais ce qui explique avant tout notre présence ce soir, c'est une profonde incompréhension et de la colère

La colère de n'avoir jamais été informés de ce projet.

Aucune réunion, Aucune présentation, Aucune concertation.

Aucun flyer contrairement à ce qu'affirme les 3f et je pose la question ici levez la main

Nous avons découvert son existence par hasard, grâce à une simple pancarte installée à l'entrée de la résidence caché entre des buissons récemment coupés et derrière les poubelles décalées depuis la réunion ...



Sans porter d'accusation, nous constatons un manque évident d'information et de transparence.

Et lorsqu'un projet est découvert aussi tardivement, sans véritable dialogue préalable, il est inévitable que naissent les interrogations, les inquiétudes... puis la défiance.

Cette défiance n'est pas tombée du ciel.

Elle est la conséquence directe de la manière dont ce projet a été présenté.

Cette inquiétude est largement partagée.

Une pétition a été signée par **170 logements sur les 178 que compte la résidence.**

Cela représente plus de **95 % des habitants.** Ce chiffre est exceptionnel.

Il ne s'agit pas de quelques riverains opposés au projet.

C'est la quasi-totalité de notre résidence qui demande aujourd'hui que ce projet soit réexaminé.

Nous ne sommes pas venus provoquer un conflit.

Nous sommes venus demander des explications.

Et surtout, nous sommes venus défendre notre droit d'être entendus.

Aujourd'hui, nous avons le sentiment que les habitants arrivent au bout du processus, alors qu'ils auraient dû en être l'un des premiers acteurs.

Nous avons étudié avec attention le dossier présenté par Bouygues Telecom.

Nous y avons trouvé des plans.

Des schémas.

Des données techniques.

Mais nous y avons surtout trouvé beaucoup de questions qui restent sans réponse.

Pourquoi avoir choisi le 1 Villa Franklin ?

Pourquoi ce bâtiment plutôt qu'un autre ?

Quelles autres implantations ont été étudiées ?

Pourquoi ont-elles été écartées ?

Pourquoi une mutualisation avec une infrastructure existante n'a-t-elle pas été privilégiée ?

Et surtout...

Comment peut-on considérer comme le "moindre impact" un site situé à proximité immédiate d'écoles, de crèches, d'équipements médicaux, mais aussi de bâtiments patrimoniaux majeurs comme la mairie de Saint-Denis et le couvent des Ursulines ?

Nous demandons simplement à connaître les critères qui ont conduit à ce choix.

Parce que ce ne sont pas des détails techniques.

Ce sont les éléments qui permettent — ou non — d'accepter un projet.

Au-delà des considérations techniques, il y a une réalité humaine.

Derrière ce dossier...

Il y a des familles.

Des enfants.

Des personnes âgées.

Des femmes et des hommes qui vivent ici toute l'année.

Nous entendons les arguments techniques.

Nous connaissons les normes réglementaires.

Nous ne remettons pas en cause le travail des ingénieurs ni celui des autorités sanitaires.

Mais nous demandons que notre réalité quotidienne soit, elle aussi, prise en considération.

Parce que c'est ici que nous vivons.

C'est ici que nos enfants dorment.

C'est ici que nos parents vieillissent.

Et c'est ici que nous avons choisi de construire notre avenir.

Nos inquiétudes ne doivent pas être minimisées.

Nous ne sommes pas des experts scientifiques mais nous nous sommes informés à notre échelle et ce que nous avons découvert est effrayant, alors oui, oui nous avons peur !

Nous demandons donc que nos questions soient considérées comme légitimes.

Nous demandons que toutes les alternatives aient été sérieusement étudiées.

Nous demandons que les niveaux d'exposition soient rendus publics.

Nous demandons qu'un véritable dialogue existe entre la mairie, Bouygues Telecom et les habitants.

Parce que la confiance ne se décrète jamais.

Elle se construit.

CONCLUSION

Monsieur le Maire,

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs les représentants de Bouygues Telecom,

Mesdames et Messieurs les représentants des 3F,

Une question simple.

Pouvez-vous garantir, ici et maintenant, qu'il n'existe **aucun risque**, ni aujourd'hui, ni dans dix ans, ni dans vingt ans, pour les habitants qui vivront au pied de cette antenne ?

Pouvez-vous le garantir pour nos enfants ?

Pour nos parents ?

Pour vos propres familles ?

Si cette garantie absolue n'est pas possible, alors une seule attitude responsable s'impose : **la prudence**.

L'ANSES rappelle qu'aucun lien certain n'a été établi avec certains effets sanitaires, mais elle précise également qu'il subsiste des incertitudes, notamment concernant les expositions à long terme.

Le Centre international de recherche sur le cancer classe toujours les radiofréquences comme « **potentiellement cancérogènes pour l'homme** ».

Autrement dit, le doute scientifique n'a pas totalement disparu.

Or, en droit français, lorsqu'il existe un doute susceptible d'affecter la santé, le principe de précaution impose aux autorités publiques de rechercher les solutions les moins exposantes.

C'est précisément ce que nous vous demandons.

Nous refusons que notre résidence serve de site d'expérimentation alors que d'autres implantations peuvent être étudiées.

Nous refusons que 178 familles découvrent un projet aussi important par hasard.

Nous refusons qu'une antenne soit implantée au cœur d'un quartier où vivent des centaines d'enfants, de familles et de personnes âgées sans que toutes les alternatives aient été démontrées et débattues publiquement.

Notre opposition n'est pas idéologique.

Elle est fondée sur trois principes simples :

- le manque total de concertation ;
- les incertitudes scientifiques qui subsistent ;
- l'absence de démonstration que ce site est réellement indispensable et est le moins impactant !

Monsieur le Maire,

Vous êtes le garant de l'intérêt général.

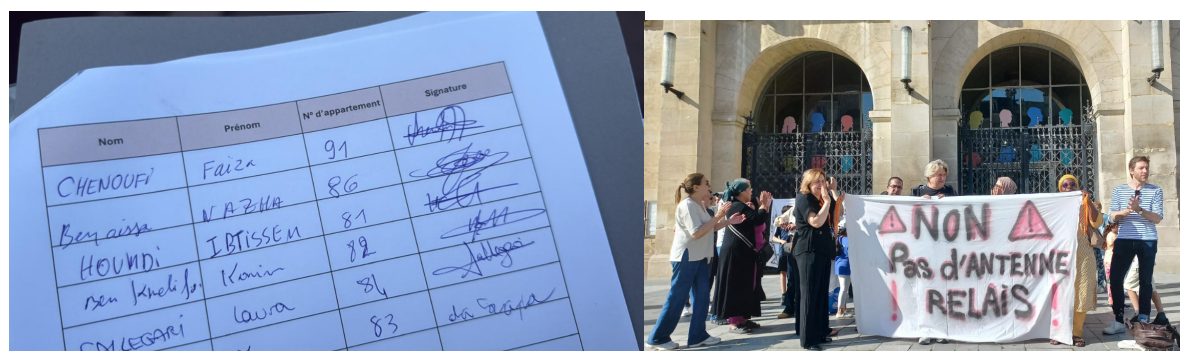
Ce soir, nous vous demandons de choisir la protection des habitants plutôt que la facilité. Nous vous demandons de ne pas autoriser ce projet en l'état.

Nous demandons son abandon sur ce site et l'étude de solutions alternatives.

Parce que le progrès ne peut jamais se construire contre les habitants.

Il doit se construire avec eux. Comme le dit si bien Bouygues « on est fait pour être ensemble ! »

Je vous remercie



Nom	Prénom	N° d'appartement	Signature
CHENOUFI	Faiza	91	[Signature]
Bey aissa	NARHA	86	[Signature]
HOUNDI	IBTISSEN	81	[Signature]
Ben Khelil	Konin	82	[Signature]
DALEGARI	Laura	84	[Signature]
		83	[Signature]

